



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

MENACES EXTRÉMISTES VIOLENTES CONTRE LE SECTEUR AURIFÈRE DU NORD DU GHANA

Marcena Hunter | Gideon Ofosu-Peasah

DÉCEMBRE 2025

REMERCIEMENTS

Le projet « Appui à l'atténuation des effets déstabilisateurs du crime organisé transnational (M-TOC) » est un projet commandé par le Ministère fédéral allemand des affaires étrangères, mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH et la Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC), de 2024 à 2025. Les auteurs souhaiteraient remercier Lucia Bird et Flore Berger pour leurs contributions, ainsi que l'équipe des publications de la GI-TOC.

À PROPOS DES AUTEURS

Marcena Hunter dirige les recherches concernant les industries extractives à la GI-TOC. Le portefeuille des industries extractives couvre un large éventail de matières premières minérales et de zones géographiques, en particulier la criminalité liée à l'or. Son travail consiste également à évaluer les dommages environnementaux causés par la criminalité organisée en Amérique latine.

Gideon Oforu-Peasah est analyste au sein de l'équipe chargée des industries extractives de la GI-TOC et de l'Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest. Son travail porte sur les industries extractives, les économies illicites et la criminalité organisée. Il est titulaire d'un doctorat de l'Université de l'énergie et des ressources naturelles du Ghana.

© 2025 Global Initiative Against Transnational Organized Crime.
Tous droits réservés.

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit sans l'autorisation écrite de la GI-TOC.

Couverture : © Kristian Buus/In Pictures Ltd/Corbis via Getty Images

Veuillez adresser vos demandes à :
Global Initiative Against Transnational Organized Crime
Avenue de France 23
Genève, CH-1202
Suisse

www.globalinitiative.net

CONTENU

Synthèse	3
Méthodologie	3
Principales conclusions	4
Introduction	5
Le JNIM et l'or au Sahel	7
L'implication du JNIM dans le secteur aurifère – modalités.....	8
Le JNIM dans le nord du Ghana	10
Cartographie du secteur de l'ASGM dans le nord du Ghana	13
Flux d'or	13
Flux financiers	15
Conclusion et recommandations	18
Notes	20



SYNTHÈSE

Le secteur aurifère constitue une source de revenus essentielle pour les organisations extrémistes violentes (OEV) au Sahel, notamment Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, JNIM), l'acteur armé le plus puissant de la région. Le groupe finance ses opérations en taxant et en contrôlant les mines et les voies de transit au Mali et au Burkina Faso. Jusqu'à présent, la capacité du JNIM à tirer profit du secteur aurifère reposait en grande partie sur son contrôle territorial, ce qui explique pourquoi ce secteur a joué un rôle important dans l'expansion du groupe. Depuis 2024, le JNIM pousse vers le sud ; bien que le Ghana n'ait pas subi d'attaques directes, la région de l'Upper West sert de plaque tournante logistique où le groupe s'approvisionne. Cependant, le secteur informel de l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or (artisanal and small-scale gold mining, ASGM) au Ghana, ses frontières poreuses et la marginalisation de la communauté peule ressemblent aux conditions socio-économiques qui ont favorisé le développement du JNIM ailleurs.

L'ASGM dans le nord du Ghana est en grande partie informelle, les chaînes d'approvisionnement en or étant étroitement liées au Burkina Faso. On estime que 60 à 70 % de l'or extrait dans le nord du Ghana est vendu à des négociants burkinabé et transporté clandestinement vers le nord, de l'autre côté de la frontière. Les sponsors burkinabé dominent dans les accords de préfinancement, s'assurant ainsi la production d'or avant même qu'il ne soit extrait. De plus, les prix avantageux offerts par les acheteurs burkinabé renforcent encore le pouvoir d'achat des acteurs burkinabé et les flux financiers vers le Burkina Faso. Ces réseaux sont opaques et il est difficile d'établir un lien entre l'extraction et l'achat d'or dans le nord du Ghana et les négociants burkinabé qui alimentent et tirent profit du commerce de l'or. Les flux financiers illicites qui en résultent constituent une vulnérabilité majeure, qui pourrait être exploitée par le JNIM pour générer ou blanchir des fonds afin de pouvoir s'approvisionner en produits essentiels (motos, carburant et explosifs), dans le nord du Ghana.

Il est donc essentiel de poursuivre la surveillance et les investissements afin de développer un secteur de l'ASGM plus résilient et protéger le nord du Ghana contre les menaces extrémistes qui s'intensifient. Cela nécessite de renforcer les efforts de formalisation de l'ASGM, la sécurité des frontières, l'engagement communautaire et la surveillance financière afin d'atténuer les risques d'infiltration. La participation inclusive des communautés peules et une surveillance continue des tactiques du JNIM constituent également des mesures essentielles.

Méthodologie

Une méthodologie qualitative a été utilisée pour évaluer la menace que représente le JNIM pour le secteur aurifère dans le nord du Ghana. Une analyse documentaire a servi de base au travail de terrain, qui a été mené dans le nord du Ghana et de l'autre côté de la frontière, au Burkina Faso. Des entretiens semi-structurés ont été menés avec diverses



L'or est une source de revenus cruciale pour les groupes armés à travers le Sahel. Le caractère informel du secteur aurifère artisanal dans le nord du Ghana le rend vulnérable à l'exploitation par des groupes extrémistes violents tels que le JNIM. © Kristian Buus/In Pictures Ltd/Corbis via Getty Images

parties prenantes, notamment des mineurs artisanaux, des négociants, des agents frontaliers, des membres des forces de l'ordre et des services de renseignement, ainsi que des dirigeants communautaires. Au Burkina Faso, 33 entretiens ont été menés dans les régions du Centre-Sud (Léo, Pô et Tiébélé), du Sud-Ouest (Bâtiments, Gaoua et Batié) et du Centre-Ouest (Sapouy) en février et mars 2025. Au Ghana, 57 entretiens ont été menés dans les régions de l'Upper East (Bolgatanga et Paga) et de l'Upper West (Tumu, Pudo, Wuru, Hamile, Wa et Jirapa), ainsi qu'à Accra, en octobre et novembre 2024. Deux discussions de groupe ont également eu lieu : l'une avec huit participants au marché aux bestiaux de Wa, et l'autre avec cinq mineurs à Pudo, dans la région de l'Upper West du Ghana.

Les recherches ont également bénéficié de la surveillance continue des marchés de l'or au Burkina Faso et de deux

années de recherches approfondies menées par The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) sur l'or, les conflits et la criminalité organisée au Ghana et au Burkina Faso. Elles se sont également appuyées sur des travaux de terrain commandités par la GI-TOC et menés dans la région du Sud-Ouest du Burkina Faso en novembre 2024, notamment des entretiens avec des mineurs d'or et des membres de la communauté. Les conclusions et recommandations provisoires ont été présentées lors d'un atelier de validation organisé en septembre 2025 à Accra, auquel ont participé des représentants des institutions publiques concernées, notamment des forces de l'ordre, des agences de renseignement et des organismes de réglementation. Les commentaires formulés lors de l'atelier ont été utilisés pour affiner les conclusions et les recommandations.

Cette synthèse stratégique s'inscrit dans le cadre d'un projet plus large entrepris par la GI-TOC afin d'évaluer les activités du JNIM et les menaces potentielles qu'il représente pour la région de l'Upper West du Ghana. Un rapport complémentaire, intitulé « Vol de bétail et insécurité : dynamiques dans la zone tricontinentale entre le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Ghana », examine l'implication considérable du groupe dans le secteur de l'élevage¹.

Principales conclusions

- Le JNIM est connu pour exploiter le secteur aurifère au Burkina Faso et au Mali afin de financer ses opérations. Son expansion vers le sud constitue une menace croissante pour le nord du Ghana, qui sert actuellement de zone d'approvisionnement au groupe. Bien qu'il n'existe actuellement aucune preuve que le JNIM est directement impliqué dans le secteur aurifère ghanéen, les vulnérabilités de ce secteur dans la région septentrionale ressemblent aux conditions qui ont permis l'expansion du JNIM ailleurs.
- L'or provenant du nord du Ghana est principalement acheminé vers le Burkina Faso par le biais de réseaux commerciaux informels, les financiers burkinabé dominant le marché. Le commerce de l'or est étroitement lié à des flux financiers et matériels illicites, notamment des explosifs et des fertilisants détournés au profit de la logistique du JNIM.
- Une surveillance et des investissements continus visant à développer un secteur de l'ASGM plus résilient sont cruciaux pour protéger le nord du Ghana contre les menaces extrémistes. Cela nécessite de renforcer les efforts de formalisation de l'ASGM, la sécurité des frontières, l'engagement communautaire et la surveillance financière afin d'atténuer les risques d'infiltration.



INTRODUCTION

Dans toute l'Afrique de l'Ouest, le secteur aurifère est devenu une source majeure de financement pour les groupes armés. Les organisations extrémistes violentes (OEV), les groupes insurgés et les bandits armés exploitent tous ce secteur pour soutenir leurs opérations et faire progresser leurs objectifs politiques. Le JNIM, l'OEV la plus puissante du Sahel, tire d'importants revenus de l'ASGM au Mali et au Burkina Faso grâce à son contrôle des sites miniers et à la taxation des voies d'accès².

L'exploitation de l'ASGM par le JNIM n'est pas unidimensionnelle. Elle prend différentes formes en fonction du degré de contrôle territorial direct ou indirect du groupe dans une zone particulière, ainsi que de ses besoins et de la nature de ses forces locales. Lorsque le groupe exerce une forte influence territoriale, il impose des taxes aux mineurs d'or (officiellement en échange de leur protection) parfois depuis des années³. Lorsque le JNIM n'exerce pas une forte influence territoriale, comme c'est actuellement le cas dans le nord du Ghana, il est plus difficile de prélever des taxes. Les données disponibles suggèrent également que le JNIM a plus souvent préfinancé des activités d'ASGM dans les zones sous son contrôle territorial, bien qu'il existe des exceptions. Reconnaisant la menace potentielle pour le nord du Ghana, cette étude examine le secteur aurifère dans l'Upper West du Ghana et les régions frontalières du Burkina Faso afin d'évaluer l'infiltration potentielle par le JNIM et la menace que cela pose.

Depuis début 2024, le JNIM a intensifié ses activités et pousse progressivement vers le sud⁴. Des attaques attribuées au groupe ont eu lieu en Côte d'Ivoire en 2020 et possiblement en 2025, mais cette dernière occurrence n'a pas été revendiquée⁵. Bien que le Ghana n'ait pas encore subi d'attaques directes, le JNIM utilise le nord du pays comme zone d'approvisionnement, en particulier depuis 2023, et le risque d'attaque augmente donc⁶.

Les villes du Ghana à proximité de la frontière constituent des plaques tournantes essentielles pour le transit de diverses ressources, notamment du carburant, des explosifs et des fertilisants, qui font partie des composantes pour les engins explosifs improvisés (EEI) largement utilisés par le JNIM. Les enquêtes menées par les forces de sécurité et la police dans l'Upper West ont mis en évidence un lien clair entre le JNIM et le trafic de motos, en particulier autour de Gwollu, près de la frontière burkinabé. Les services de renseignement du Ghana surveillent également plusieurs ressortissants ghanéens soupçonnés d'être impliqués dans le recrutement, qui auraient effectué de larges achats et communiqué par téléphone avec des groupes armés au Burkina Faso⁷. Les membres de la communauté

rapportent que le groupe exploite également les communautés frontalières pour s'approvisionner et bénéficier de soins de santé, tout en restant discret⁸.

Il existe également un risque que le groupe tente de tirer des revenus du secteur de l'ASGM dans le nord du Ghana, comme il l'a fait dans les pays voisins. La nature informelle du secteur, la porosité de la frontière avec le Burkina Faso et les importants flux transfrontaliers informels (notamment d'or, d'argent liquide et d'autres marchandises) sont autant de vulnérabilités que le JNIM pourrait exploiter. La convergence d'une main-d'œuvre déplacée, de flux financiers illicites, de contrebande liée aux conflits et de la marginalisation croissante des communautés peules est également similaire au type d'environnement qui a permis au groupe d'acquérir des ressources et une légitimité ailleurs. Le JNIM cherche aussi à renforcer son contrôle sur les sites d'ASGM dans la région du Sud-Ouest du Burkina Faso et à tirer profit du secteur aurifère dans la région du Bounkani en Côte d'Ivoire. Les informations selon lesquelles le JNIM préfinance des opérations d'ASGM en Côte d'Ivoire suscitent des inquiétudes qu'une stratégie similaire soit utilisée pour infiltrer le secteur de l'ASGM dans le nord du Ghana⁹.

Bien que cette enquête n'ait pas trouvé d'indications que cela se soit produit ou que le JNIM soit actuellement directement impliqué dans le secteur aurifère du nord du Ghana ou qu'il l'exploite financièrement, la situation pourrait changer à l'avenir. Le gouvernement ghanéen et les communautés locales doivent rester vigilants et il est essentiel de surveiller de manière continue ce secteur. Renforcer la résilience du secteur aurifère est une mesure de protection essentielle à cet égard. Cela nécessitera un soutien ciblé et un engagement auprès des communautés pratiquant l'ASGM dans le nord du Ghana, y compris les Peuls et les autres minorités. Grâce à la vigilance et à une réforme sectorielle inclusive, le Ghana peut contribuer à protéger ses régions septentrionales contre les formes d'exploitation et de violence observées ailleurs au Sahel.

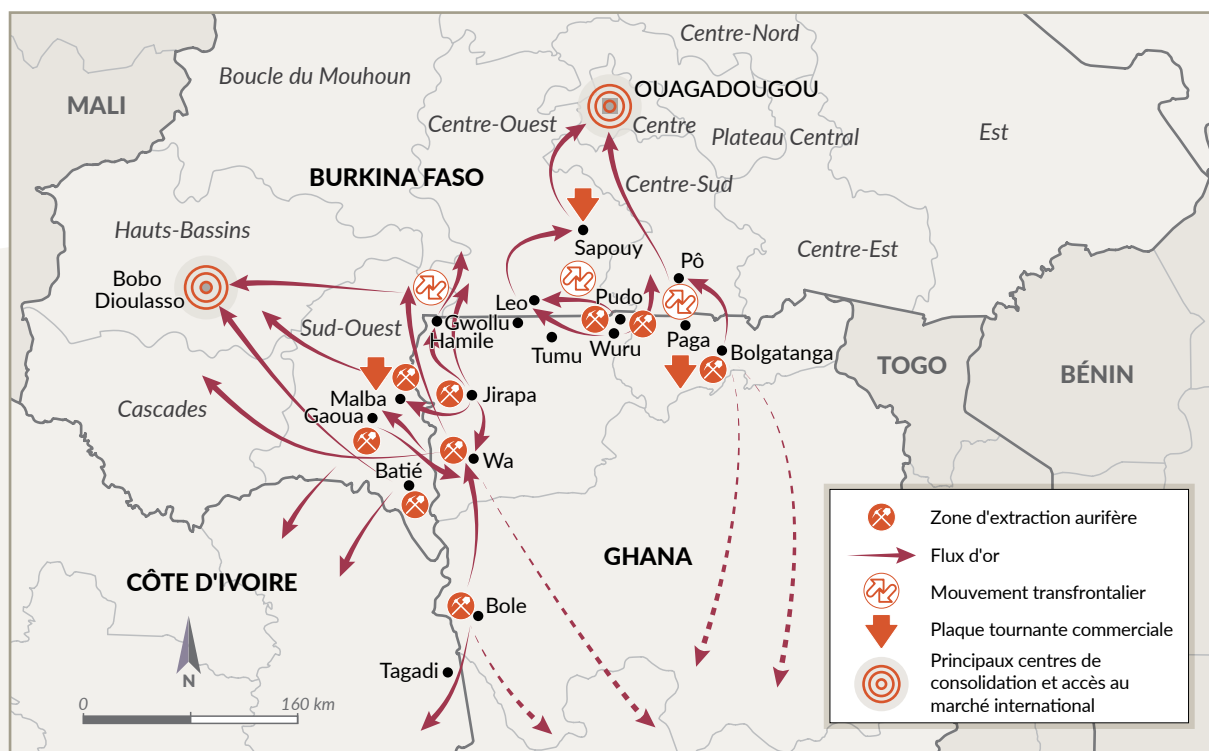


FIGURE 1 Zones d'extraction aurifère sans licence et flux transfrontaliers entre le nord du Ghana et le Burkina Faso.



LE JNIM ET L'OR AU SAHEL

Le JNIM tirerait l'essentiel de son financement au niveau local, souvent par le biais de l'extorsion et de la taxation dans les zones où il exerce une certaine influence territoriale. Si le vol de bétail et l'extorsion de bétail au titre de la *zakat*, l'aumône musulmane traditionnelle à des fins caritatives ou religieuses, constituent des sources de financement majeures du JNIM, l'or semble également jouer un rôle central. Certains analystes suggèrent que le JNIM est devenu de plus en plus dépendant de l'or au cours des dernières années, car ce secteur est souvent logistiquement moins difficile à gérer que le vol de bétail, qui constitue une source cruciale de financement pour le JNIM¹⁰.

Le contrôle des mines d'or a été cité à maintes reprises comme un facteur probable de l'expansion géographique du JNIM¹¹. Au Mali, par exemple, où la production annuelle non déclarée d'or issu de l'ASGM était estimée à 50 tonnes en 2024¹², le JNIM et l'État islamique au Grand Sahara contrôlent de vastes territoires. Dans les principales régions productrices d'or du sud et de l'ouest du pays, les attaques du JNIM ont doublé entre 2022 et 2023 avant de se stabiliser à ce niveau¹³. En juillet 2025, cependant, le JNIM a mené une attaque coordonnée contre Kayes¹⁴, signe de ses efforts en cours pour étendre son influence territoriale. Si l'or n'est peut-être pas le principal moteur de l'expansion stratégique du JNIM, une plus grande influence sur les champs aurifères les plus riches du Mali lui offre d'importantes opportunités de profits par le biais de la taxation liée à l'or¹⁵.

Les opérations en cours du JNIM dans la région du Sud-Ouest au Burkina Faso pourraient également viser à accroître son influence sur l'ASGM¹⁶. Le groupe chercherait à prendre le contrôle des mines de Konkera et Centamin dans la province de Nounbiel, près de la frontière avec la Côte d'Ivoire¹⁷. Depuis le premier trimestre 2024, les forces armées burkinabé ont chassé le JNIM de certains de ses bastions dans le Sud-Ouest, mais le groupe continue d'y mener des activités militaires et d'approvisionnement¹⁸.

Dans l'ensemble, il n'y a pas d'indications que le JNIM soit systématiquement impliqué dans les chaînes d'approvisionnement en or au-delà des territoires sous son influence directe ou alliée. Le groupe n'a pas été identifié comme acheteur ou négociant dans les principales plaques tournantes du secteur aurifère. Cela renforce la conclusion selon laquelle l'influence territoriale, qu'elle soit directe ou par l'intermédiaire de partenaires, est souvent essentielle à la capacité du JNIM à exploiter matériellement le secteur aurifère. Bien que d'autres mécanismes, tels que le préfinancement ou le troc, puissent exister, ils semblent beaucoup moins courants et plus difficiles à mettre en œuvre à grande échelle. Cela suggère que le risque d'infiltration systémique de l'économie aurifère reste limité dans des pays tels que le Ghana, le Sénégal et la Guinée, où le JNIM n'exerce pas un tel contrôle, même si certains mineurs affiliés au JNIM fournissent des revenus au groupe. Néanmoins, la vigilance est de rigueur, en particulier dans les régions frontalières où la contrebande et l'exploitation indirecte peuvent avoir lieu.



La frontière poreuse entre le Burkina Faso et le Ghana, notamment à Paga (ci-dessus), facilite les flux d'or entre les deux pays. © Nipah Dennis/AFP via Getty Images

L'implication du JNIM dans le secteur aurifère – modalités

Le JNIM tire principalement des profits du secteur aurifère en taxant les sites miniers et les voies de transport dans les zones où il exerce un certain contrôle¹⁹. Les paiements en échange de la sécurité ou de l'accès aux sites miniers fournis par le JNIM sont parfois exigés sous couvert de *zakat*²⁰. Dans certains cas, le JNIM prend le contrôle de points stratégiques sur les sites miniers, tels que les sources d'eau ou les zones de traitement centrales²¹. Dans d'autres cas, le groupe extorque directement le propriétaire foncier qui détient le terrain sur lequel se trouve le puits minier²². Le groupe a également reçu des fonds de groupes alliés qui taxent des sites miniers. Dans la région de Kidal au Mali par exemple, le JNIM aurait bénéficié de la taxation imposée sur les activités d'ASGM par la Coordination des mouvements de l'Azawad et le Cadre stratégique permanent (des alliances de groupes armés principalement touaregs qui cherchaient à obtenir l'indépendance de la région nord du Mali) dans le cadre des relations entre les groupes et de leurs membres qui sont parfois les mêmes²³.

Expliquant la manière dont le JNIM cherche à tirer profit du secteur aurifère, un mineur d'or burkinabé se souvient : « Les djihadistes du JNIM sont venus prêcher et demander aux mineurs d'or d'envisager de payer la *zakat*. Ils ont menacé toute personne qui les dénoncerait à la gendarmerie. À partir de cette date [en mars 2023] et jusqu'à mon départ en janvier 2024, le groupe a continué à venir, au vu et au su de tous, et nous avons chacun versé la somme nécessaire pour rester »²⁴. De même, un mineur d'or qui avait travaillé à la mine de Konkera au Burkina Faso a rapporté que « [le JNIM] souhaitait avoir la mine sous son contrôle. Une fois, ils ont pris une somme de 3,5 millions de francs [CFA ouest-africains] afin de montrer qu'ils étaient ceux qui assuraient la sécurité et que cette zone était leur territoire, car ils étaient les nouveaux maîtres »²⁵.

Les paiements s'effectuent souvent en espèces dans la monnaie locale, mais ils peuvent prendre d'autres formes, notamment sous la forme de prélèvements sur l'or extrait. Par exemple, un membre des forces de sécurité du Burkina Faso a signalé que 1,5 kg d'or avaient été saisis lors d'un raid mené en mars 2024 sur un site du JNIM à Djigoué, dans la région du Sud-Ouest, près de la frontière avec la Côte d'Ivoire²⁶. Bien que l'on ignore comment cet or a été obtenu, cela indique que le JNIM manipule de grandes quantités d'or dans certaines régions, ce qui soulève des questions quant à sa provenance. Le JNIM se serait également livré à un commerce de troc d'or contre des armes dans les zones touchées par le conflit au Sahel²⁷. Bien que ces échanges ne soient peut-être pas très répandus, ces exemples soulignent l'utilité de l'or en tant que ressource facilement échangeable pour soutenir la logistique des insurgés et que l'or peut être utilisé à la place de l'argent liquide.

Le JNIM préfinance également des opérations, en fournissant aux mineurs artisanaux des fonds pour entreprendre des activités minières, puis collecte une partie de l'or extrait ou de l'argent liquide en guise de retour sur investissement. Ce phénomène a été maintes fois signalé dans certaines régions du Mali et du Burkina Faso sous le contrôle du JNIM²⁸. Cependant, des informations provenant de la région du Bounkani, dans le nord-est de la Côte d'Ivoire, suggèrent que le JNIM ou des acteurs affiliés ont également préfinancé des opérations d'extraction d'or dans cette région²⁹. Bien que cette étude n'ait pas trouvé de preuves que le JNIM préfinance l'ASGM dans le nord du Ghana, il s'agit néanmoins d'une menace probable. Comme le JNIM semble utiliser l'or qu'il reçoit des opérations qu'il a préfinancées principalement pour effectuer des paiements ou pour répondre à des besoins futurs, plutôt que pour se livrer au commerce d'or, il est difficile de détecter et de suivre les opérations de préfinancement dans lesquelles il pourrait être impliqué.

Il existe également des cas où des éléments ou des affiliés du JNIM ont directement participé à l'extraction aurifère, y compris dans des zones proches de la frontière ghanéenne³⁰. En plus de fournir un soutien logistique continu au groupe, certains membres du JNIM auraient participé à l'ASGM informelle jusqu'à ce qu'ils reçoivent l'ordre de reprendre leurs activités militaires³¹. De même, des éléments du JNIM ont été impliqués dans la prospection d'or dans le parc national de la Comoé en Côte d'Ivoire. Ils exploiteraient également des mines dans des zones où le JNIM n'exerce pas d'influence territoriale. Par exemple, des mineurs artisanaux de la région de Kédougou au Sénégal ont déclaré que certains mineurs maliens seraient affiliés au JNIM et paieraient des taxes au groupe au Mali³². Des dynamiques similaires ont été signalées du côté guinéen de la frontière³³.

En 2022 et 2023, des OEV, très probablement des éléments du JNIM, auraient été présentes à Léo et Pô, au Burkina Faso, et dans leurs environs. Des groupes armés ont pris le contrôle direct des opérations minières dans les départements de Silly et Niabouri, près de Léo, utilisant le corridor forestier vers la région de la Boucle du Mouhoun pour se déplacer et recruter³⁴. Les interventions du gouvernement, notamment la fermeture de sites et le renforcement de la sécurité, ont permis de perturber ces opérations, mais ces zones restent vulnérables en raison de leur rôle dans le commerce régional de l'or³⁵.

Le JNIM peut également acquérir un certain capital politique par le biais du secteur de l'ASGM. Dans toute l'Afrique de l'Ouest, l'ASGM est en grande partie pratiquée sans licence et de manière informelle et peut faire l'objet de mesures répressives importantes de la part de l'État. En assurant formellement la sécurité et en protégeant les sites miniers contre les efforts de l'État pour mettre fin à l'extraction minière informelle, le JNIM s'est positionné comme le protecteur des opportunités socio-économiques que l'État tente d'interdire, gagnant en légitimité parallèlement aux revenus³⁶.



LE JNIM DANS LE NORD DU GHANA

Le JNIM considérerait de plus en plus le nord du Ghana comme une zone d'approvisionnement pour soutenir ses activités dans l'ensemble du Sahel. La région offre un corridor de transit essentiel pour les matériaux indispensables aux opérations du JNIM, en particulier les explosifs et les fertilisants utilisés dans la fabrication d'engins explosifs improvisés.

Les analyses en cours des risques et des vulnérabilités liés au JNIM dans les zones situées au-delà de ses principales régions d'opération, y compris dans le nord du Ghana, devraient tenir compte de la nature des *katibas* concernées, ces bataillons semi-autonomes qui forment la structure organisationnelle du JNIM. Chaque *katiba* supervise les opérations dans une zone géographique distincte et joue un rôle déterminant dans les relations du JNIM avec les économies locales, y compris avec le secteur aurifère. Les recherches antérieures et la cartographie des conflits de la GI-TOC ont mis en évidence la manière dont l'identité, le leadership et les alliances de *katibas* spécifiques influencent les modes d'extraction de ressources par le JNIM³⁷.

Compte tenu de l'importance stratégique du nord du Ghana en tant que zone d'approvisionnement, la plus grande menace pour la région de l'Upper West est la Katiba Banfora. Ce bataillon du JNIM, actif dans la zone tricontinentale entre le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Ghana, est devenu le principal moteur des incursions transfrontalières dans l'Upper West entre Hamile et Wa, et Wa et Gwollu. La *katiba* est dirigée par Rasmane Dramane Sidibé, connu sous le nom de « Hamza », un ancien élève d'Amadou Koufa, fondateur et émir de la Force de libération du Macina (aujourd'hui connue sous le nom de Katiba Macina au sein du JNIM)³⁸. Le groupe entretient des liens opérationnels et logistiques étroits avec la Katiba Macina dans le centre du Mali. La Katiba Banfora se concentre principalement sur les réseaux d'approvisionnement et de ravitaillement. Cela est reflété dans sa structure hiérarchique, le responsable logistique étant directement sous les ordres de Hamza. Une autre *katiba*, plus étroitement liée au groupe Ansarul Islam, opère plus à l'est, dans les zones frontalières entre Paga et Bawku, et est liée aux opérations du JNIM dans les régions Est et Centre-Est du Burkina Faso.

Bien qu'il n'y ait pas de preuve indiquant l'existence d'opérations actives du JNIM dans le nord du Ghana, ses membres traverseraient la frontière entre le Ghana et le Burkina Faso. En outre, certains citoyens ghanéens seraient impliqués dans des échanges commerciaux avec le JNIM, consciemment ou non. Ils pourraient également être recrutés ou utilisés comme coursiers, poussés par des facteurs tels que le manque de ressources et le chômage³⁹. Selon un spécialiste des OEV, le responsable de la communication du JNIM a indiqué que des peuls du Ghana sont présents au Burkina Faso sous l'influence du JNIM, où ils fournissent un soutien logistique mais ne participent pas directement aux actions militaires contre le Ghana⁴⁰. Un membre des Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) du Burkina Faso a déclaré que les opérations de sécurité à la frontière ont également poussé des membres du JNIM vers le Ghana⁴¹. Des membres des VDP dans le sud du Burkina Faso

ont découvert des combattants du JNIM en possession de documents d'identité ou de cartes d'électeur ghanéens⁴². Lors de la fouille d'un repère du JNIM dans le nord du Ghana en septembre 2023, les forces de sécurité ont trouvé une carte d'électeur ghanéenne et une moto immatriculée au Ghana⁴³.

Les explosifs, une marchandise importante pour les opérations du JNIM, sont détournés des chaînes d'approvisionnement légales destinées aux mines et aux carrières du Ghana vers des réseaux de trafic illicite qui approvisionnent les groupes extrémistes à travers l'Afrique de l'Ouest⁴⁴. La vente clandestine d'explosifs illicites approvisionne également les mineurs d'or titulaires ou non de licence⁴⁵. Une partie importante des explosifs est détournée vers le secteur de l'ASGM au Burkina Faso⁴⁶, ce qui augmente également leur disponibilité pour le JNIM et d'autres OEV. Par exemple, une enquête de Reuters a retracé la provenance des charges explosives et des cordons détonants utilisés dans les bombes visant les troupes de l'ONU et du gouvernement au Mali à des exploitations minières au Ghana⁴⁷.

Les explosifs traversent la frontière nord du Ghana le long d'itinéraires de trafic bien établis. Plusieurs villes des régions de l'Upper West et de l'Upper East ont été identifiées comme des points de transit potentiels vers les postes-frontières avec le Burkina Faso, notamment Dakola et Pô⁴⁸. Un incident survenu en décembre 2024 au poste de contrôle de Tambolo au Burkina Faso illustre le danger de ce trafic. Deux petits véhicules transportaient clandestinement des explosifs du Ghana vers le Burkina Faso en direction de Dakola. Lorsque l'un d'eux a refusé de s'arrêter au poste de contrôle, les douaniers burkinabé ont ouvert le feu, provoquant une explosion qui a fait au moins cinq morts⁴⁹.

Les fertilisants, qui sont également utilisés dans les engins explosifs improvisés, traversent clandestinement la frontière entre le Ghana et le Burkina Faso par les routes qui passent par Paga et Tumu-Silibele, ainsi que par des routes non officielles telles que Pinda (près de Paga) et le poste frontière de Hamile⁵⁰.

Le recrutement par le JNIM constitue un autre risque potentiel dans le nord du Ghana. En raison de la nature souvent informelle de l'ASGM, les communautés locales peuvent vivre en marge de la réglementation de l'État, ce qui accroît leur vulnérabilité à l'influence et au recrutement par le JNIM. Comme mentionné ci-dessus, le groupe s'est montré habile à exploiter les griefs pour gagner du soutien. Cette vulnérabilité s'accroît généralement lorsque l'État cherche à réprimer les activités d'ASGM⁵¹.



Le JNIM voit de plus en plus le nord du Ghana comme une zone d'approvisionnement pour soutenir ses activités au Sahel. Photo : GI-TOC

Une communauté qui est actuellement confrontée à un niveau élevé de marginalisation dans le nord du Ghana est la communauté peule, y compris ceux qui pratiquent l'ASGM. Les tensions se sont accrues à la suite de l'exploitation politique qui a précédé les élections générales de décembre 2024. Les deux principaux partis politiques, National Democratic Congress et New Patriotic Party, ont cherché à obtenir les votes des Peuls en leur promettant l'intégration, la protection, la réduction des taxes sur le bétail et la fin du harcèlement⁵². Cependant, à ce jour, les élus n'ont pour la plupart pas tenu leurs promesses, ce qui a aggravé les divisions au sein de la communauté⁵³. Ces tensions affectent les conflits entre agriculteurs et éleveurs, qui sont une source importante d'instabilité dans le nord du Ghana, ainsi qu'aux zones où l'exploitation minière illicite est pratiquée. Selon un éleveur peul, cela a conduit à des violences contre les Peuls commises par les communautés locales et les autorités⁵⁴. Ces dynamiques accroissent encore davantage la vulnérabilité à l'infiltration du JNIM dans le nord du Ghana.



CARTOGRAPHIE DU SECTEUR DE L'ASGM DANS LE NORD DU GHANA

Le caractère informel de l'ASGM dans le nord du Ghana, associé à l'anonymat des sponsors et à l'opacité des chaînes d'approvisionnement, a créé des conditions propices à la prolifération des flux financiers illicites et rend le secteur aurifère vulnérable à l'exploitation par des réseaux criminels et des groupes armés, dont le JNIM. Bien que cette enquête n'ait pas trouvé de preuves que le JNIM soit actuellement directement impliqué dans le secteur aurifère du nord du Ghana ou qu'il l'exploite financièrement, ce caractère informel et les importants flux transfrontaliers d'or, d'argent liquide et d'autres marchandises créent une dynamique qui pourrait être rapidement exploitée par le JNIM si cela s'avérait être dans l'intérêt stratégique du groupe.

Flux d'or

L'ASGM sans licence est pratiquée dans tout le nord du Ghana, notamment dans les enclaves de Wa et Tumu dans la région l'Upper West⁵⁵, et autour de Bolgatanga dans l'Upper East⁵⁶. Le secteur est dynamique, de nouveaux sites miniers étant rapidement créés sur la base d'informations diffusées de manière informelle concernant des zones potentiellement riches en or et des opérations très mobiles qui adoptent une approche par tâtonnements. En réponse, le gouvernement ghanéen a intensifié ses efforts de répression, ce qui a conduit au démantèlement des sites d'ASGM non autorisés, à l'incinération des machines et à la démolition des structures temporaires⁵⁷.

Les ressortissants burkinabé sont de plus en plus attirés par le secteur de l'ASGM dans le nord du Ghana. Cela s'explique en partie par les déplacements causés par le conflit au Burkina Faso, mais aussi par les gisements aurifères plus accessibles et géologiquement favorables de la région. Par rapport au Burkina Faso, le Ghana offre des minerais de meilleure qualité, des gisements moins profonds et une géologie moins complexe⁵⁸. Les opérations financées par des acteurs burkinabé constituent généralement des équipes pour extraire l'or et le transportent ensuite au Burkina Faso, ne réalisant que des ventes minimales au Ghana. Il existe également des mineurs burkinabé indépendants qui travaillent dans le nord du Ghana, soit individuellement, soit en petits groupes, et qui opèrent avec une plus grande autonomie, complétant parfois les équipes existantes. Ces mineurs vendent principalement leur or sur place et rentrent au Burkina Faso avec de l'argent liquide⁵⁹.

L'or extrait sur les sites d'ASGM dans le nord du Ghana est généralement transporté vers le Burkina Faso, seuls des volumes limités étant acheminés vers le sud, en direction d'Accra et des autres plaques tournantes ghanéennes du commerce d'or. Les acheteurs d'or et les autres acteurs du commerce d'or ont systématiquement



Un mineur d'or informel à Bolgatanga, dans la région de l'Upper West. L'extraction artisanale d'or sans licence est pratiquée dans tout le nord du Ghana, où de nouveaux sites miniers sont rapidement établis grâce à des opérations très mobiles. © Kristian Buus/In Pictures Ltd./Corbis via Getty Images

estimé que 60 à 70 % de l'or extrait dans le nord du Ghana était vendu à des acheteurs burkinabé, qui le transporteraient principalement au Burkina Faso pour le revendre, seule une petite partie restant sur les marchés locaux⁶⁰. Une quantité importante d'or provenant de Bole, dans la région de Savannah au Ghana, et des enclaves de Wa et Jirapa, dans la région de l'Upper West, est acheminée clandestinement via Hamile, Gwollu ou Tumu⁶¹, vers Bobo-Dioulasso par des intermédiaires burkinabé⁶². Ces flux convergent avec l'or extrait à Batié, dans la région du Sud-Ouest du Burkina Faso⁶³.

Un autre flux important d'or part de Tumu et des zones environnantes dans le nord du Ghana vers les régions Centre-Ouest et Centre-Sud du Burkina Faso, en passant par des plaques tournantes de transit tels que Léo, Pô et Sapouy, avant d'atteindre Ouagadougou⁶⁴. De même, l'or extrait sur les sites d'ASGM de la région de Bolgatanga est transporté vers le nord via le corridor Paga-Pô⁶⁵. Dans un cas particulier, en juillet 2025, les autorités ghanéennes ont saisi de l'or d'une valeur d'environ 1,7 million de dollars appartenant à deux ressortissants burkinabé qui tentaient de le faire passer clandestinement par le poste frontière de Paga⁶⁶.

Les personnes (souvent des négociants en or) qui font passer de l'or en contrebande entre le Ghana et le Burkina Faso exploitent à la fois des points de passage non officiels et officiels mais poreux, en utilisant des techniques de dissimulation sophistiquées pour échapper à la détection⁶⁷. L'or peut être caché dans des cartons remplis d'appareils électriques, dans des machines lourdes, des envois de marchandises et des compartiments de camion dissimulés⁶⁸.

Il est rapporté du nord du Ghana que l'attrait pour les rentes parmi les agents frontaliers ghanéens constitue un défi persistant, en particulier pour les négociants burkinabé. Les agents frontaliers nient voir passer de l'or⁶⁹, mais les négociants en or burkinabé ont signalé que l'extorsion est monnaie courante. À plusieurs points de passage près de Tumu accessibles à pied, notamment Fien et Prata, les agents exigeraient des pots-de-vin sous prétexte d'irrégularités dans les documents de voyage⁷⁰. Les individus peuls seraient soumis à des contrôles plus stricts à la frontière que les autres et seraient disproportionnellement ciblés par la police et les agents d'immigration en raison du stéréotype selon lequel ils seraient plus susceptibles d'être liés au JNIM⁷¹, en particulier s'ils ne peuvent pas présenter de pièce d'identité ghanéenne⁷².



Une grande partie de l'or produit par l'extraction artisanale et à petite échelle au Ghana est exportée clandestinement hors du pays. Photo : GI-TOC

Le contrôle des flux d'or est concentré entre les mains de négociants qui bénéficient d'importants préfinancements fournis par les grands négociants de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou. Certains financiers burkinabé spécialisés dans l'or, y compris ceux qui résident au Ghana, sont également actifs dans le traitement des résidus miniers et fournissent du mercure et du cyanure aux opérations d'ASGM qu'ils soutiennent⁷³. Ces substances sont utilisées pour extraire l'or du minerai produit par l'exploitation minière, qui peut ensuite être raffiné en lingots, en doré (un alliage semi-pur) ou sous une autre forme facilement transportable. Certains financiers font transporter les résidus (matières restantes après extraction) au Burkina Faso pour les raffiner davantage, ce qui permet d'augmenter encore la production d'or et les profits. Le cyanure importé via le port maritime du Ghana est l'un des principaux intrants de l'extraction minière industrielle au Burkina Faso, les cargaisons traversant la frontière burkinabé par des points de passage officiels tels que Tumu-Léo et Hamile-Ouessa⁷⁴. Ces points de passage seraient également utilisés pour faire passer de l'or de l'autre côté de la frontière, ce qui renforce l'importance de ces lieux pour les dynamiques du marché de l'or et les risques sécuritaires dans la région frontalière.

Si la majorité du commerce transfrontalier d'or semble se faire du Ghana vers le Burkina Faso, certains éléments indiquent également des mouvements dans la direction opposée. Les données recueillies en mai 2025 auprès des mineurs de la région du Sud-Ouest indiquent qu'une partie de l'or était acheminée vers le nord-ouest du Ghana, ces mouvements étant influencés par la fluctuation des prix, les conditions à la frontière et les mesures de répression⁷⁵.

Au Burkina Faso, Ouagadougou et Bobo-Dioulasso servent de points de consolidation⁷⁶. De là, l'or entre dans les circuits commerciaux internationaux. Les négociants peuvent vendre l'or à la Société nationale des substances précieuses, qui est chargée de la production, de la commercialisation et du traitement de l'or pour l'export légitime⁷⁷. Cependant, les données commerciales indiquent qu'une grande partie de l'or produit par l'ASGM quitte clandestinement le pays. Selon les estimations de SwissAid, basées sur des données de 2022, l'extraction minière artisanale dans le pays a produit entre 9,5 et 30 tonnes d'or, dont 94,9 % à 98,6 % sort clandestinement du pays⁷⁸. Les négociants burkinabé ont indiqué que si l'or peut être acheminé clandestinement vers les États voisins du Niger et du Mali, la destination finale la plus fréquente de l'or qui sort clandestinement du Burkina Faso est les Émirats arabes unis, soit directement, soit depuis les États voisins⁷⁹. Certains négociants ont fait état de volumes plus faibles vers d'autres destinations, notamment la Turquie, la Chine et l'Inde⁸⁰.

Flux financiers

Outre la génération de fonds, les mouvements et le blanchiment de capitaux sont essentiels pour garantir que le JNIM puisse obtenir les ressources nécessaires. Si l'or lui-même est un vecteur financier, les flux financiers liés à ce secteur offrent également des possibilités d'obtenir et de transférer des capitaux. Il est donc crucial non seulement de cartographier les chaînes d'approvisionnement en or, mais aussi les dynamiques de financement et des prix du secteur. Dans le nord du Ghana, les flux financiers jouent un rôle central et façonnent les chaînes d'approvisionnement en or de la région, les financements burkinabé ayant un rôle influent.

Les acheteurs burkinabé dominent le commerce d'or dans les zones minières du nord du Ghana, telles que Bolgatanga et Tumu, tirant parti de leur influence financière pour conclure des accords de préfinancement et obtenir l'or à des prix avantageux⁸¹. Cela marginalise les petits négociants ghanéens qui n'ont pas accès à des capitaux comparables. À Bole, Wa et Jirapa, les négociants ghanéens en or sont majoritaires en nombre, mais les négociants burkinabé l'emportent en termes de volumes achetés. Il a également été signalé qu'environ 40 % des négociants ghanéens revendent leur or à des ressortissants burkinabé, ces derniers disposant d'une plus grande capacité financière et d'une plus grande influence⁸².

Les sponsors burkinabé fournissent un préfinancement aux mineurs afin de sécuriser la production d'or en amont et de fixer les prix à un taux inférieur, augmentant ainsi leurs marges bénéficiaires. Ils sont en mesure de faire cela grâce à leur accès à diverses stratégies de mobilisation de capitaux au Burkina Faso, où les négociants en or s'appuient sur une combinaison de modèles de financement formels, informels et collectifs. Par exemple, un négociant de Bobo-Dioulasso a fait état d'une structure de financement coopérative dans laquelle plusieurs négociants en or mettent en commun leurs capitaux afin de renforcer leur capacité opérationnelle⁸³. Ces modèles réduisent le besoin de garanties individuelles et diminuent l'exposition au risque, améliorant ainsi l'accès aux marchés internationaux et l'autonomie des négociants⁸⁴.

Il en résulte un système financièrement centralisé, coordonné par des réseaux liés à des sponsors importants basés à Bobo-Dioulasso et à Ouagadougou, qui sont bien implantés, influents et offrent un accès rapide à des liquidités que les négociants ne peuvent pas obtenir facilement ailleurs⁸⁵. Cependant, cet accès a un coût pour les mineurs. Les financiers opèrent généralement de manière informelle ou semi-formelle et prêtent des fonds à des taux d'intérêt élevés et exigeant des garanties⁸⁶. Les mineurs qui bénéficient d'un préfinancement ne peuvent souvent vendre que de petits volumes d'or en dehors de ces accords pour couvrir leurs coûts opérationnels⁸⁷.

Le système est également très opaque. Les transactions locales au Ghana sont souvent négociées par de petits négociants burkinabé (des intermédiaires opérant de manière anonyme ou utilisant des pseudonymes), tandis que l'identité des financiers en amont reste cachée⁸⁸. Dans les enclaves de Tumu (Pudo et Wuru) et de Jirapa, les négociants en or de niveau local ont déclaré avoir une connaissance minimale des financiers qui opèrent souvent en utilisant seulement des pseudonymes, des prénoms ou des surnoms⁸⁹.

Les acheteurs burkinabé seraient également plus compétitifs que leurs homologues ghanéens, car ils offrent aux mineurs des prix plus élevés pour l'or. Les négociants burkinabé privilégieraient le volume, acceptant des marges bénéficiaires plus faibles que leurs homologues ghanéens⁹⁰. De plus, les négociants opérant près de la frontière bénéficient de coûts de transport moins élevés et d'une

exposition moindre au vol, ce qui leur permet d'augmenter encore leurs prix d'achat⁹¹. En revanche, les négociants ghanéens, en particulier ceux dans la région de Bolgatanga, doivent faire face à des frais logistiques, des coûts de carburant et des risques de sécurité plus élevés, en raison des distances de transport plus longues vers les centres commerciaux du Ghana, tels qu'Accra.

Les données sur les prix de l'or recueillies dans le nord du Ghana en novembre 2024 et au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Niger et au Tchad en juin 2025 montrent que les négociants au Ghana réalisent des bénéfices relativement plus faibles que leurs homologues des autres pays de la région, mesurés en pourcentage du prix mondial au comptant payé⁹². Bien que la hausse des prix de l'or depuis novembre 2024 pose des problèmes méthodologiques, un écart évident est constaté. Les négociants ghanéens gagnent généralement environ 67 % du prix au comptant mondial, ce qui est bien inférieur aux prix déclarés pour les négociants burkinabé (92 %), ivoiriens (94 %) et nigériens (95 %). Les mineurs sont encore moins bien lotis : on estime que les mineurs du nord du Ghana ne captent que 58 % du prix au comptant, contre 78 % au Burkina Faso.

Les fluctuations du taux de change ont encore davantage favorisé les négociants burkinabé. Entre janvier 2021 et octobre 2024, le cedi ghanéen s'est déprécié d'environ 60 % par rapport au franc CFA⁹³, ce qui constitue un facteur supplémentaire permettant aux négociants en or burkinabé d'offrir de meilleurs prix et en fait les acheteurs privilégiés des mineurs qui cherchent à vendre leur or⁹⁴.

En conséquence, non seulement l'or du nord du Ghana part vers le Burkina Faso, mais les profits aussi. Les négociants burkinabé ne semblent guère intéressés par l'établissement de leur résidence permanente ou d'entreprises au Ghana. Au contraire, ils investissent généralement leurs profits dans l'immobilier et les entreprises au Burkina Faso⁹⁵.

Malgré ces avantages, la détérioration de la situation sécuritaire au Burkina Faso a entraîné des difficultés financières pour les négociants en or burkinabé. Certains font état de difficultés accrues pour lever des capitaux⁹⁶. Bien qu'il existe des options de financement formelles, leur accessibilité est un défi majeur en raison des exigences strictes en matière de garanties, ce qui incite les négociants à mobiliser des garanties auprès de leur famille et de leurs collègues, y compris d'autres mineurs ou négociants en or⁹⁷. Certains négociants de Ouagadougou et de Dori s'autofinancent grâce à leurs économies ou à la vente d'actifs pour conserver leur indépendance vis-à-vis des créanciers⁹⁸. Si cette autonomie réduit la pression extérieure, elle peut toutefois limiter la capacité d'expansion et la compétitivité. L'accès de plus en plus restreint au capital peut également rendre les acheteurs d'or plus vulnérables à des prêts ou des accords de financement proposés par des acteurs illicites.



CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Bien qu'il n'y ait aucune indication que le JNIM soit systématiquement impliqué dans les chaînes d'approvisionnement en or au-delà des territoires sous son influence directe ou alliée, y compris dans le nord du Ghana, le caractère informel du secteur de l'ASGM dans le nord du Ghana et les flux d'or informels et illicites bien établis avec le Burkina Faso rendent le secteur vulnérable à l'exploitation par le JNIM à l'avenir. Le nord du Ghana sert déjà de zone d'approvisionnement et de financement pour le JNIM, ce qui souligne le risque que le groupe cherche à se diversifier en entrant dans le secteur aurifère. Pour atténuer ces risques, il est essentiel d'adopter une approche multipartite combinant mesures de sécurité, formalisation économique et engagement communautaire.

Voici quelques recommandations ciblées à l'intention des principales parties prenantes pour mitiger ces risques :

- **Accélérer la formalisation de l'ASGM dans les zones à haut risque.** Le ministère des terres et des ressources naturelles, la commission des minéraux et les autorités locales devraient accélérer l'octroi de licences aux mineurs et aux négociants en or de l'ASGM dans le nord du Ghana, en particulier dans les zones à haut risque telles que Bolgatanga, Tumu et Wa, afin de réduire les activités informelles et d'améliorer la surveillance réglementaire. Les efforts de formalisation devraient inclure un soutien et un accès simplifié au financement. Cela pourrait inclure un soutien aux études géologiques afin d'aider les mineurs à obtenir des emprunts bancaires. Parallèlement, le programme d'achat d'or récemment réformé devrait être adapté pour acheter l'or provenant des mines du nord du Ghana et offrir ainsi aux mineurs un accès facile aux marchés formels de l'or. Des actions ciblées comme celles-ci renforceraient la résilience du secteur de l'ASGM dans le nord du Ghana, réduisant ainsi sa vulnérabilité à l'exploitation par le JNIM.
- **Renforcer la sécurité aux frontières et le partage de renseignements.** Les agences de sécurité ghanéennes, telles que les forces armées ghanéennes, les services d'immigration ghanéens et le Bureau national du renseignement, devraient renforcer la coopération transfrontalière en matière de renseignement avec le Burkina Faso afin de surveiller et de perturber les flux illicites et les mouvements des groupes armés. Le renforcement des patrouilles et de la surveillance le long des couloirs de trafic connus, en particulier Hamile, Tumu et Paga, est essentiel pour intercepter les flux d'or et de marchandises (telles que les explosifs) liés aux conflits et à l'extrémisme.
- **Perturber les flux financiers illicites liés à l'or.** Le Centre de renseignement financier du Ghana, ses homologues burkinabé et les organismes régionaux de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), tels que le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest, devraient surveiller conjointement les flux d'argent liquide transfrontaliers et les accords de préfinancement dans le secteur de l'extraction aurifère. Les efforts de surveillance devraient se concentrer sur les principaux centres d'ASGM dans le nord du Ghana et les plaques tournantes du financement au Burkina Faso.

- **Lutter contre le trafic d'explosifs par des audits et des contrôles aux frontières.** Le ministère de la Sécurité nationale, la division des douanes de l'Autorité fiscale du Ghana et la Commission des minéraux devraient effectuer des audits réguliers des explosifs utilisés dans les mines industrielles et les carrières afin d'empêcher leur détournement vers les marchés illicites. Les postes de contrôle frontaliers du nord devraient être équipés de scanners, d'unités cynophiles et de personnel formé pour détecter les explosifs de contrebande et autres matériaux liés aux conflits.
- **Améliorer l'alerte précoce et la résilience des communautés.** Afin de renforcer la résilience des communautés face à l'extrémisme violent, les gouvernements locaux, les chefs traditionnels et les agences de sécurité devraient renforcer les systèmes d'alerte précoce communautaires en soutenant les groupes et mécanismes de surveillance communautaire afin d'améliorer le signalement des activités suspectes, et en menant des campagnes de sensibilisation ciblées pour contrer la communication autour du recrutement par les groupes extrémistes.
- **Répondre aux griefs des communautés peules.** Les acteurs gouvernementaux, les chefs traditionnels, la société civile et le Conseil national pour la paix devraient servir de médiateurs dans les conflits entre agriculteurs et éleveurs dans les zones minières et mener des campagnes de sensibilisation communautaire pour lutter contre la stigmatisation des Peuls, garantir leur accès aux cartes d'identité nationales afin de promouvoir l'inclusion et réduire le harcèlement afin d'atténuer les risques d'escalade des conflits locaux. En outre, il convient de développer des moyens de subsistance alternatifs pour les communautés peules, les mineurs déplacés ou informels et d'autres groupes vulnérables afin de réduire les risques de recrutement par le JNIM.
- **Soutenir la recherche sur l'évolution des tactiques du JNIM.** Le Ghana, les organismes régionaux, les partenaires bilatéraux et les agences de développement devraient investir dans la recherche afin de surveiller et d'analyser les stratégies que le JNIM utilise pour infiltrer les industries extractives. Compte tenu de la menace et de la nature dynamique du secteur et des activités du JNIM, une surveillance continue est essentielle. Une meilleure compréhension des changements opérationnels du groupe peut informer des réponses adaptées dans les régions productrices d'or de l'Afrique de l'Ouest.



Les efforts visant à lutter contre les menaces extrémistes violentes qui pèsent sur le nord du Ghana devraient se concentrer sur le renforcement de la résilience du secteur aurifère, notamment en soutenant les activités d'extraction d'or artisanales et à petite échelle réglementées. *Photo : GI-TOC*



NOTES

- 1 Flore Berger, Vol de bétail et insécurité : dynamiques dans la zone tricontalière entre le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Ghana, GI-TOC, juillet 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/cattle-rustling-and-insecurity-in-the-triborder-area-between-burkina-faso-cte-divoire-and-ghana>.
- 2 Entretien avec un chercheur en sécurité, Ouagadougou, Burkina Faso, juillet 2025 ; Fritz Brugger et Tongnoma Zongo, *Salafist violence and artisanal mining: Evidence from Burkina Faso*, *Journal of Rural Studies*, 100 (2023), <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2023.103029> ; Eleanor Beevor, Le JNIM au Burkina Faso : un acteur stratégique de la criminalité, GI-TOC, août 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/jnim-burkina-faso>.
- 3 Par exemple, le JNIM et la Coordination des mouvements de l'Azawad ont exploité l'ASGM en prenant le contrôle de sites miniers isolés (par exemple à Gao et Ménaka au Mali, dans le nord du Burkina Faso), en recrutant des combattants et en imposant des taxes « de protection » aux mineurs, qui ont servi à financer l'achat d'armes. Institute for Economics and Peace, *Global Terrorism Index 2024 : Measuring the impact of terrorism*, février 2024, <https://www.economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2024/02/GTI-2024-web-290224.pdf> ; David Bache, Mali : l'armée et le groupe Wagner investissent la mine d'or artisanale d'Intahaka, RFI, 12 février 2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240212-mali-l-arm%C3%A9e-et-le-groupe-wagner-investissent-la-mine-d-or-artisanale-d-intahaka>.
- 4 Hédi Nsaibia, *New frontlines: Jihadist expansion is reshaping the Benin, Niger, and Nigeria borderlands*, Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), 27 mars 2025, <https://acleddata.com/report/new-frontlines-jihadist-expansion-reshaping-benin-niger-and-nigeria-borderlands>.
- 5 Flore Berger et Anicet Zran, Nord-est de la Côte d'Ivoire : entre économie illicite et extrémisme violent, GI-TOC, septembre 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/north-east-cote-d-ivoire-illicit-economies-violent-extremism> ; Côte d'Ivoire : une attaque meurtrière au nord ravive le spectre du Sahel, Le Point, 31 août 2025, https://www.lepoint.fr/afrique/cote-d-ivoire-une-attaque-meurtriere-au-nord-ravive-le-spectre-du-sahel-31-08-2025-2597383_3826.php.
- 6 Kars de Bruijne et al, *A beacon of democracy? How hyper-political competition increases the risk of violent extremism in Ghana*, Institut Clingendael, juillet 2024, <https://www.clingendael.org/publication/ghana-beacon-democracy>.
- 7 Entretiens avec des forces de sécurité et des représentants de la police dans cinq localités de la région de l'Upper West, au Ghana, octobre 2024.
- 8 Entretien avec des leaders communautaires, des négociants et des habitants des zones frontalières du nord du Ghana, octobre 2024.
- 9 Flore Berger et Anicet Zran, Nord-est de la Côte d'Ivoire : entre économie illicite et extrémisme violent, GI-TOC, septembre 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/north-east-cote-d-ivoire-illicit-economies-violent-extremism> ; William Assanvo, *Links between violent extremism and illicit activities in Côte d'Ivoire*, Institut d'études de sécurité, novembre 2023, <https://issafrica.org/research/west-africa-report/links-between-violent-extremism-and-illicit-activities-in-cote-divoire>.
- 10 Entretien avec un analyste du Sahel, décembre 2024, par téléphone.
- 11 Conseil de sécurité des Nations Unies, *Final report of the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 2374 (2017) and renewed by resolution 2541 (2020) concerning Mali: Letter dated 6 August 2021*, S/2021/714, par. 99 et suivants, <https://digitallibrary.un.org/record/3935729?v=pdf> ; *Letter dated 7 August 2020*, S/2020/785, Rev. 1, par. 124 et suivants, <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n20/216/65/pdf/n2021665.pdf>.
- 12 SwissAid, On the trail of African gold: Quantifying production and trade to combat illicit flows, mai 2024, <https://www.swissaid.ch/en/articles/on-the-trail-of-african-gold>.
- 13 Les régions incluses dans les données sont Kayes, Sikasso, Koulikoro et Bamako. Selon les données de l'ACLED, le JNIM a perpétré 13 attaques en 2021, 67 en 2022, 124 en 2023 et 126 en 2024. Voir : ACLED, Données sur les conflits, <https://acleddata.com/conflict-data>.

- 14 David Dembele, 'No one is safe': Civilians, foreigners caught in escalating Mali violence, Al Jazeera, 10 juillet 2025, <https://www.aljazeera.com/news/2025/7/10/no-one-is-safe-civilians-foreigners-caught-in-escalating-mali-violence>.
- 15 Bien qu'une grande partie du secteur aurifère à Kayes et Sikasso soit industrialisée, l'ASGM y est également importante.
- 16 Rapport de terrain basé sur des entretiens commandités par la GI-TOC dans la région du Sud-Ouest, novembre 2024.
- 17 Ibid.
- 18 Flore Berger, Vol de bétail et insécurité : dynamiques dans la zone tricontinentale entre le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Ghana, GI-TOC, juillet 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/cattle-rustling-and-insecurity-in-the-triborder-area-between-burkina-faso-cote-divoire-and-ghana>.
- 19 Hédi Nsaibia, Eleanor Beevor et Flore Berger, Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM), Groupes armés non étatiques et économies illicites en Afrique de l'Ouest, numéro 1, ACLED et GI-TOC, octobre 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/non-state-armed-groups-illicit-economies-west-africa>.
- 20 Direction exécutive du Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité des Nations Unies, *Concerns over the use of proceeds from the exploitation, trade, and trafficking of natural resources for the purposes of terrorism financing*, CTED Trends Alert, juin 2022, https://www.un.org/securitycouncil/ctc/sites/www.un.org/securitycouncil.ctc/files/files/documents/2022/Jun/cted_cft_trends_alert_june_2022.pdf.
- 21 Entretien avec un analyste et spécialiste de l'or malien, février 2025, Sénégal.
- 22 Au Burkina Faso, les propriétaires fonciers locaux possèdent généralement les terrains sur lesquels se trouvent les puits de mine. Les mineurs qui souhaitent exploiter un puits particulier acceptent de céder un pourcentage de l'or extrait. Le propriétaire foncier conclut alors un accord direct avec le JNIM pour lui verser une partie de ses revenus en échange d'un accès continu et de la sécurité sur le site minier. Lucia Bird, Ladd Serwat et Eleanor Beevor, Comment les économies illicites contribuent-elles à renforcer et à dégrader la légitimité des groupes armés ?, Groupes armés non étatiques et économies illicites en Afrique de l'Ouest, numéro 4, GI-TOC et ACLED, décembre 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/non-state-armed-groups-illicit-economies-west-africa>.
- 23 Hédi Nsaibia, Eleanor Beevor et Flore Berger, Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM), Groupes armés non étatiques et économies illicites en Afrique de l'Ouest, numéro 1, ACLED et GI-TOC, 18 octobre 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/non-state-armed-groups-economies-illicites-west-africa/>.
- 24 Entretien avec un mineur d'or, Bourou, Burkina Faso, novembre 2024.
- 25 Entretien avec un mineur d'or, Sud-Ouest, Burkina Faso, novembre 2024.
- 26 Entretien avec un membre des forces de sécurité, Sud-Ouest, Burkina Faso, octobre 2024.
- 27 Entretien avec un analyste du Sahel, décembre 2024, par téléphone.
- 28 Par exemple, des structures de préfinancement ont été signalées dans les mines sous le contrôle du JNIM au Mali (Inabaoa, Tinaykaren, juste au sud de la route nationale entre Gossi et Gao), dans la région du Sahel au Burkina Faso (Deou et Touronata) et, selon un rapport de 2022/23, dans l'est du Burkina Faso (Kabonga). Entretien avec un analyste burkinabé spécialisé dans l'or, 11 août 2025, par téléphone.
- 29 Flore Berger et Anicet Zran, Nord-est de la Côte d'Ivoire : entre économie illicite et extrémisme violent, GI-TOC, septembre 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/north-east-cote-d-ivoire-illicit-economies-violent-extremism> ; William Assanvo, *Links between violent extremism and illicit activities in Côte d'Ivoire*, Institut d'études de sécurité, novembre 2023, <https://issafrica.org/research/west-africa-report/links-between-violent-extremism-and-illicit-activities-in-cote-divoire>.
- 30 Fritz Brugger et Tongnoma Zongo, *Salafist violence and artisanal mining: Evidence from Burkina Faso*, *Journal of Rural Studies*, 100 (2023), <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2023.103029>.
- 31 Suivi continu de l'ACLED partagé avec la GI-TOC lors d'entretiens en 2024, par téléphone.
- 32 Entretiens avec des habitants de villages et des mineurs artisanaux à Kédougou, juillet 2025, par téléphone.
- 33 Entretien avec un diplomate étranger, Sénégal, juillet 2025.
- 34 Entretien avec deux sources dans le secteur de la sécurité, Léo et Pô, Burkina Faso, février 2025.
- 35 Entretien avec un négociant en or, Léo, Burkina Faso, février 2025 ; entretien avec un membre des VDP, Don, Ghana, février 2025 ; entretiens avec un leader de la jeunesse et un agent des frontières, Tumu, Ghana, septembre 2024 ; entretien avec un expert des industries extractives, Ouagadougou, Burkina Faso, mars 2025.
- 36 Lucia Bird, Ladd Serwat et Eleanor Beevor, Comment les économies illicites contribuent-elles à renforcer et à dégrader la légitimité des groupes armés ?, Groupes armés non étatiques et économies illicites en Afrique de l'Ouest, numéro 4, GI-TOC et ACLED, décembre 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/non-state-armed-groups-illicit-economies-west-africa>.
- 37 Hédi Nsaibia, Eleanor Beevor et Flore Berger, Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM), Groupes armés non étatiques et économies illicites en Afrique de l'Ouest, numéro 1, ACLED et GI-TOC, octobre 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/non-state-armed-groups-illicit-economies-west-africa>.

- 38 Conseil de sécurité des Nations Unies, Amadou Koufa, 4 février 2020, <https://main.un.org/securitycouncil/en/content/amadou-koufa>.
- 39 Informations fournies par des acteurs étatiques lors de l'atelier de validation, Accra, septembre 2025.
- 40 Notes d'entretien d'un haut commandant de la branche communication du JNIM, datées du 8 novembre 2024. Ces notes ont été fournies par un spécialiste des dynamiques des OEV et ont été obtenues par l'intermédiaire d'une personne ayant accès aux communications du JNIM.
- 41 Entretien avec un membre des VDP, Doung, Ghana, 18 novembre 2024.
- 42 Ibid.
- 43 *Suspected terrorists allegedly infiltrate Fatchu in the Sissala West district*, Joy Online, 28 septembre 2023, <https://www.myjoyonline.com/suspected-terrorists-allegedly-infiltrate-fatchu-in-the-sissala-west-district> ; Latif Mahama, *Sissala West: Ghana, Burkina Faso security agencies on manhunt for suspected terrorists*, Citi Newsroom, 28 septembre 2023, <https://citinewsroom.com/2023/09/sissala-west-Ghana-burkina-faso-security-agencies-on-manhunt-for-suspected-terrorists>.
- 44 Small Arms Survey, *Out of control: The trafficking of improvised explosive device components and commercial explosives in West Africa*, novembre 2023, p. 44, <https://www.smallarmssurvey.org/resource/out-control-trafficking-improvised-explosive-device-components-and-commercial-explosives> ; Marcena Hunter et Gideon Ofori-Peasah, *Mapping Ghana's expanding gold sector: The challenges of artisanal and small-scale mining*, GI-TOC, juin 2025, p. 12, <https://globalinitiative.net/analysis/mapping-ghanas-expanding-gold-sector>.
- 45 Entretiens avec des acheteurs d'or, Bolgatanga, Ghana, 15 novembre 2024.
- 46 Entretien avec un responsable de la Commission des minéraux, Bole, Ghana, février 2024 ; entretien avec un responsable local du gouvernement, Tinga, Ghana, février 2024 ; entretien avec un membre du Comité de sécurité du district et acteur politique, Wa, Ghana, février 2024.
- 47 David Lewis et Maxwell Akalaare Adombila, *In Ghana, Sahel jihadis find refuge and supplies, sources say*, Reuters, 26 octobre 2024, <https://www.reuters.com/world/africa/ghana-sahel-jihadis-find-refuge-supplies-sources-say-2024-10-24>.
- 48 Small Arms Survey, *Out of control: The trafficking of improvised explosive device components and commercial explosives in West Africa*, novembre 2023, <https://www.smallarmssurvey.org/resource/out-control-trafficking-improvised-explosive-device-components-and-commercial-explosives>.
- 49 Entretien avec un gendarme et leader communautaire, Pô, Burkina Faso, février 2025 ; entretien avec des douaniers à Paga, Ghana, décembre 2024, par téléphone ; Burkina : Cinq morts dans l'explosion de véhicules à Tambolo sur l'axe Pô-Dakola, Lefaso.net, 11 décembre 2024, <https://lefaso.net/spip.php?article134740>.
- 50 Entretien avec des leaders communautaires, Pinda, Ghana, novembre 2024.
- 51 Lucia Bird, Ladd Serwat et Eleanor Beevor, *Comment les économies illicites contribuent-elles à renforcer et à dégrader la légitimité des groupes armés ?*, Groupes armés non étatiques et économies illicites en Afrique de l'Ouest, numéro 4, GI-TOC et ACLED, décembre 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/non-state-armed-groups-illicit-economies-west-africa>.
- 52 Winifred Lartey, *Upper West: Samira Bawumia urges Fulani community to vote for NPP to protect their right*, Asaase Radio, 5 septembre 2024, <https://www.asaaseradio.com/upper-west-samira-bawumia-urges-fulani-community-to-vote-for-npp-to-protect-their-right> ; Dr Bawumia addresses Fulani concerns: Ghana's laws will prevail, Modern Ghana, 13 novembre 2024, <https://www.modernghana.com/videonews/cititv/1/469641> ; Radio Tamale 91.7, *2024 elections: Fulani community endorses John Mahama and Alhassan Mumuni*, Facebook, 12 novembre 2024, <https://www.facebook.com/radiotamale/videos/1127684865359992> ; entretien avec un agent des services frontaliers, février 2025. Les responsables politiques promettent de faciliter l'obtention de la carte ghanéenne, de réduire la taxe locale annuelle sur le bétail (10 ₵ ou 0,60 dollar par tête) et d'intervenir contre les harcèlements injustifiés des forces de sécurité, mais ne tiennent pas leurs promesses.
- 53 Voir, par exemple : Winifred Lartey, *Fulbe community advocate for peace with Kpasenkpe residents*, Asaase Radio, 31 janvier 2025, <https://www.asaaseradio.com/fulbe-community-advocates-for-peace-seeks-harmony-with-kpasenkpe-residents>.
- 54 Entretien avec une journaliste et chef parmi les éleveurs, Bole, Ghana, septembre 2024.
- 55 Entretien avec un mineur d'or et leader communautaire, Jirapa, Ghana, novembre 2024 ; entretien avec des négociants en or burkinabé, Pudo, Ghana, septembre 2024 ; entretien avec un leader communautaire et ancien mineur, Pudo, Ghana, septembre 2024 ; entretien avec un expert et consultant en extraction minière, Wa, Ghana, août 2022 ; entretien avec un leader communautaire, Wa, Ghana, août 2022.
- 56 Entretien avec un sponsor dans le secteur minier et acheteur d'or, Bolgatanga, Ghana, septembre 2024 ; entretiens avec deux acheteurs d'or, Bolgatanga, Ghana, novembre 2024.
- 57 Ernest K Arhinful, *GAF embark on 'surgical' anti-galamsey operations across all 3 commands*, Joy Online, 14 avril 2025, <https://www.myjoyonline.com/gaf-embark-on-surgical-anti-galamsey-operations-across-all-3-commands> ; Felix Cofie, *Anti-galamsey task force strikes hard in Offin Shelter Belt Reserve: 12 excavators seized, illegal mining camp burned*, Ghana Broadcasting Corporation, 6 juin 2025, <https://www.gbcbghanaonline.com/news/politics/government/anti-galamsey-task-force-strikes-hard-in-offin-shelter>

- belt-reserve-12-excavators-seized-illegal-mining-camp-burned/2025.
- 58 Entretiens avec des mineurs et des négociants au Burkina Faso (Léo, Pô, Batié), mars 2025.
 - 59 Entretiens avec des jeunes, Tiébélé, Burkina Faso, mars 2025 ; entretien avec un acheteur d'or, Pô, Burkina Faso, mars 2025 ; entretien avec un acheteur d'or, Léo, Burkina Faso, mars 2025.
 - 60 Entretiens avec deux négociants en or, Bolgatanga, Ghana, novembre 2024 ; entretien avec des acheteurs d'or burkinabé, Wuru, Ghana, novembre 2024 ; entretien avec un leader communautaire et mineur, Jirapa, Ghana, novembre 2024 ; évaluation non publiée du secteur aurifère de Bole partagée avec la GI-TOC, juin 2024.
 - 61 Savannah : entretien avec un négociant en or, Ouagadougou, Burkina Faso, juin 2025 ; entretiens avec des représentants du gouvernement local et un mineur, Dorimon et Bole, Ghana, février 2024 ; entretien avec le secrétaire de The Ghana National Association of Small Scale Miners (GNASSM), Accra, Ghana, août 2021. Upper West : entretien avec un leader communautaire et mineur, Jirapa, Ghana, novembre 2024 ; entretiens avec deux acheteurs, Jirapa, Ghana, novembre 2024 ; entretien avec un exportateur, frontière vers Hamile, février 2022.
 - 62 Entretien avec un négociant en or à Ouagadougou, Burkina Faso, juin 2025 ; entretiens avec des représentants des autorités locales et un mineur, Dorimon et Bole, Ghana, février 2024 ; entretien avec le secrétaire de la GNASSM, Accra, Ghana, août 2021.
 - 63 Entretien avec des mineurs, Gaoua, Burkina Faso, mai 2025.
 - 64 Entretien avec des négociants en or à Ouagadougou, Burkina Faso, juin 2025 ; entretien avec deux négociants en or, Bolgatanga, Ghana, novembre 2024 ; entretien avec trois négociants en or burkinabés, Wuru, Ghana, septembre 2024 ; entretien avec un leader communautaire, Bolgantanga, Ghana, novembre 2024 ; entretiens avec des membres de la communauté et discussion de groupe, Pudo, Ghana, novembre 2024.
 - 65 Les entretiens menés en juin 2025 avec deux négociants en or à Bobo-Dioulasso et trois à Ouagadougou, au Burkina Faso, ont notamment fait état d'or provenant de Kongoussi et de Dori transporté vers Ouagadougou.
 - 66 Ghana Gold Board, *NACOC hands over \$1.7 million worth of seized gold to GOLDBOD*, juillet 2025, <https://goldbod.gov.gh/nacoc-hands-over-1-7-million-worth-of-seized-gold-to-goldbod>.
 - 67 Entretiens avec deux agents d'immigration, Paga, Ghana, novembre 2024 ; entretien avec des agents d'immigration, Prata, Burkina Faso, novembre 2024.
 - 68 Entretien avec deux acheteurs, Jirapa, Ghana, novembre 2024 ; entretien avec un transporteur privé, Hamile, Ghana, février 2024.
 - 69 Entretien avec un agent des services d'immigration, Tumu, Ghana, septembre 2024 ; entretien avec un agent des services d'immigration au poste de contrôle Ghana-Burkina Faso, Nitalor, novembre 2024.
 - 70 Entretiens avec trois négociants en or burkinabés, Pudo, Ghana, novembre 2024 ; entretien avec un négociant en or burkinabé, Wuru, Ghana, septembre 2024.
 - 71 Entretien avec un membre des VDP, Doung, Ghana, 18 novembre 2024 ; entretien avec un agent des services d'immigration, Tumu, Ghana, septembre 2024.
 - 72 Entretien avec une journaliste et chef d'élèves, Bole, Ghana, septembre 2024 ; observations d'un chercheur sur le terrain, septembre 2024 (extorsion).
 - 73 Entretiens avec des responsables du traitement de l'or dans le district de Bole, Ghana, mars 2022 ; Poorva Karkare, *Understanding the use and trade of toxic chemicals in artisanal gold-mining: The case of Burkina Faso*, Centre européen de gestion des politiques de développement, décembre 2020, <https://ecdpm.org/work/understanding-the-use-and-trade-of-toxic-chemicals-in-artisanal-gold-mining-the-case-of-burkina-faso>.
 - 74 Entretien avec un agent des douanes, Léo, Burkina Faso, février 2025 ; entretien avec un agent de la Commission des minéraux, Bole, Ghana, février 2024 ; entretien avec des leaders communautaires, Tinga, Ghana, février 2024 ; entretien avec un membre du gouvernement local, Wa, Ghana, février 2024.
 - 75 Entretiens à distance avec des mineurs à Kampti, Burkina Faso, mai 2025 ; entretien à distance avec un négociant à Malba, Burkina Faso, mai 2025.
 - 76 Entretiens à distance avec des négociants en or, Burkina Faso, mai 2025.
 - 77 Entretien à distance avec des mineurs, Burkina Faso (Kampti, Batié, Bobo-Dioulasso, Ouagadougou), mai 2025 ; Elie Kabore, *Transformation of ANEEMAS into the National Precious Substances Company (Société nationale des substances précieuses – SONASP): What are the institutional implications?*, Mines-Actu, 10 août 2023, <https://minesactu.info/en/2023/08/10/transformation-of-aneemas-into-the-national-precious-substances-company-societe-nationale-des-substances-precieuses-sonasp-what-are-the-institutional-implications>.
 - 78 SwissAid, *On the trail of African gold, Quantifying production and trade to combat illicit flows*, mai 2024, <https://www.swissaid.ch/en/articles/on-the-trail-of-african-gold>.
 - 79 Entretiens mensuels avec trois négociants en or à Ouagadougou, à Bobo-Dioulasso et à Dori, au Burkina Faso, en mai, juin et juillet 2025, par téléphone.
 - 80 Entretiens mensuels avec trois négociants en or à Ouagadougou, à Bobo-Dioulasso et à Dori, au Burkina Faso, en mai, juin et juillet 2025, par téléphone. En mai 2025, deux négociants en or bien établis ont déclaré avoir transféré de l'or de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou vers la Chine

- et l'Inde, grâce à leurs relations commerciales avec des acheteurs chinois et indiens fortement intéressés par l'or.
- 81 Entretiens avec deux négociants en or, Wuru, Ghana, novembre 2024 ; entretiens avec deux négociants en or, Bolgatanga, Ghana, novembre 2024 ; entretien avec un sponsor dans l'extraction d'or et acheteur, Bolgatanga, Ghana, septembre 2024 ; entretien avec un négociant en or, Pudo, Ghana, septembre 2024 ; entretien avec un leader communautaire et mineur, Pudo, Ghana, septembre 2024.
 - 82 Ibid.
 - 83 Entretiens avec un négociant en or à Bobo-Dioulasso, au Burkina Faso, en juin et juillet 2025, par téléphone. Il est le seul négociant interrogé à avoir signalé deux cas distincts de financement par une coopérative.
 - 84 Entretien avec un négociant en or à Bobo-Dioulasso, Burkina Faso, juin 2025, par téléphone ; entretien avec un négociant en or, Ouagadougou, Burkina Faso, juin 2025 ; entretiens avec des négociants en or, Burkina Faso, mars 2025.
 - 85 Analyse de l'auteur, basée sur les réponses de trois négociants en or, Burkina Faso (Bobo-Dioulasso, Ouagadougou), à distance, juin et juillet 2025.
 - 86 Ibid.
 - 87 Entretiens avec des mineurs, Burkina Faso (Léo et Pô), mars 2025.
 - 88 Entretien avec des négociants en or burkinabé, Ghana (Wa, Jirapa et Pudo), novembre 2024 ; entretiens avec deux négociants en or ghanéens, Jirapa, Ghana, novembre 2024 ; entretiens avec un leader communautaire et mineur, Jirapa et Pudo, Ghana, novembre 2024.
 - 89 Entretiens avec deux acheteurs d'or, Bolgatanga, Ghana, novembre 2024.
 - 90 Entretiens avec des négociants en or à Bolgatanga, Wa, Pudo et Wuru, Ghana, novembre 2024 ; discussion de groupe avec des jeunes travaillant dans le secteur minier, Bole, Ghana, septembre 2023.
 - 91 Entretiens avec deux acheteurs, Jirapa, Ghana, novembre 2024 ; entretien avec un négociant en or burkinabé, Pudo, Ghana, novembre 2024.
 - 92 Analyse de l'auteur, basée sur les données relatives au prix moyen de l'or (en dollars par gramme) recueillies en novembre 2024 au Ghana (mineurs et négociants à Jirapa, Bolgatanga, Wuru et Pudo) et en juin 2025 au Burkina Faso, au Tchad, en Côte d'Ivoire et au Niger. Au Burkina Faso, les données provenant des mineurs ont été recueillies à Kongoussi, Dori, Gaoua, Togbora, Malba, Kampti et Batié, et celles provenant des négociants à Bobo-Dioulasso, Kongoussi, Ouagadougou, Dori et Batié. En Côte d'Ivoire, les sites miniers comprenaient Toumodi, Djékanou, Bouaflé, Séguéla, M'Bengué, Tengréla, Tortiya et Dabakala ; les sites des négociants comprenaient ces mêmes sites, ainsi que Korhogo et Bouaké. Au Niger, les sites miniers étaient Tchibarakaten, Djado, Arlit, Tabelot et Agadez ; les sites des négociants comprenaient ceux-ci, ainsi que Niamey et Amziguer. Au Tchad, les sites miniers étaient Abéché, Torkou et Zouar ; les sites des négociants étaient Abéché et N'Djamena.
 - 93 Le 4 janvier 2021, le taux de change d'un cedi ghanéen était de 92,84 francs CFA. Au 31 octobre 2024, il était tombé à 37,10 francs CFA. Banque du Ghana, Historical interbank FX rates, <https://www.bog.gov.gh/treasury-and-the-markets/historical-interbank-fx-rates>.
 - 94 Entretien avec des acheteurs d'or, Bolgatanga, Ghana, novembre 2024 ; entretien avec un sponsor dans l'extraction minière et acheteur, Bolgatanga, Ghana, septembre 2024 ; entretien avec un négociant en or, Wa, novembre 2024.
 - 95 Entretien avec un leader communautaire et ancien mineur, Pudo, Ghana, septembre 2024 ; entretien avec un responsable d'ONG, Léo, Burkina Faso, novembre 2024.
 - 96 Entretien avec un négociant en or à Dori, Burkina Faso, juin 2025, par téléphone ; entretien avec un négociant en or, Léo, Burkina Faso, mars 2025.
 - 97 Entretiens avec trois négociants en or, Burkina Faso (Bobo-Dioulasso et Kongoussi), juin 2025.
 - 98 Entretiens avec deux négociants, Ouagadougou et Dori, Burkina Faso, juin 2025.



GLOBAL INITIATIVE

AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

À PROPOS DE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau mondial de plus de 700 experts à travers le monde. L'Initiative mondiale offre une plateforme pour promouvoir un débat plus approfondi et des approches innovantes comme fondements d'une stratégie mondiale inclusive contre la criminalité organisée.

www.globalinitiative.net